

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone +251115- 517700 Fax: +251115- 517844
Website: www.africa-union.org

18^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES
CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE
L'UNION AFRICAINE

ADDIS ABÉBA

LE 29 JANVIER 2012

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION, DR. JEAN PING

À LA SÉANCE D'OUVERTURE

Monsieur Le Président de la République de Guinée Équatoriale,
Président de l'Union Africaine,

Madame et Messieurs Les Chefs d'État et de Gouvernement,
Monsieur Le Président de la Conférence consultative politique
du peuple chinois, Invité d'honneur

Mesdames Les Premières Dames d'Afrique,

Monsieur Le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs Les Chefs de délégation,

Mesdames et Messieurs Les Ministres,

Mesdames et Messieurs Les Représentants du Corps
Diplomatique et des Organisations Internationales,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

1. Il y a quatre ans, ici même à Addis Abéba, vous me portiez à la tête de la Commission de l'Union africaine, cet exécutif continental en devenir. Ce fut non seulement un honneur fait à mon pays, le Gabon, mais également une marque de confiance en ma modeste personne.
2. Vous aviez également élu un Vice-Président et huit Commissaires pour constituer, autour de moi, l'équipe chargée de diriger la Commission et d'œuvrer à la réalisation des objectifs que notre Union s'est assignée.

3. La tâche que vous nous aviez confiée, servir l'Afrique, toute l'Afrique, n'avait rien de facile. Mais elle était exaltante. Il s'agissait de consolider l'édifice encore en construction qu'était l'Union africaine. Il s'agissait de travailler à la mise en œuvre effective des engagements pris par vous, nos dirigeants, en termes de gouvernance, de démocratie et de respect des droits de l'homme. Il s'agissait d'imprimer une plus grande dynamique à l'effort visant à mettre un terme aux conflits et à pérenniser la paix. Il s'agissait d'œuvrer à l'accélération du processus d'intégration économique. Il s'agissait de poursuivre l'action engagée pour que l'Afrique puisse faire entendre sa voix sur la scène internationale et efficacement défendre ses intérêts. Il s'agissait, en somme, de conforter l'espoir d'un avenir meilleur pour l'Afrique et ses populations, né du lancement de l'Union africaine, il y a de cela presque dix ans.
4. Il vous appartient de faire l'évaluation de l'action qui a été entreprise, avec ses réussites et ses insuffisances, ses temps forts et ses moments d'épreuve. Mais une chose est certaine: dans la gestion des affaires du continent, la Commission, malgré les contraintes auxquelles elle a fait face, n'a pas ménagé sa peine. Par-dessus tout, elle s'est employée à promouvoir l'unité de l'Afrique; l'unité toujours, l'unité partout, tant il est vrai qu'elle est un impératif pour la réussite de l'action collective africaine. Dans l'unité, le succès est plus qu'une probabilité; dans la division, l'échec est une certitude.
5. La présente session ordinaire de la Conférence de l'Union se tient au terme d'une année exceptionnelle à bien des égards. Elle a été une année d'épreuves, marquée par de nombreuses crises, tant politiques qu'humanitaires. Mais elle doit aussi être perçue comme une année qui a ouvert de nombreuses opportunités: celle d'une relation que nous espérons enfin apaisée entre le Soudan et le Soudan du Sud, à la suite de

l'accession à l'indépendance de ce dernier pays; celle d'une Somalie, où, pour la première fois, depuis deux décennies, se dessine une véritable perspective de sortie de crise; celle d'un renforcement de la démocratie sur le continent dans le prolongement des soulèvements populaires en Afrique du Nord; celle d'une stabilisation de l'Afrique de l'Ouest avec le dénouement de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire; celle de la confirmation du renouveau politique et économique du continent.

6. Les événements de l'année 2011 ont mis à rude épreuve certains de nos instruments et, partant, notre capacité d'anticipation. Ils ont, quelquefois, testé la solidité de notre union et notre aptitude à faire prévaloir les vues qui sont les nôtres sur certaines questions d'intérêt vital pour le continent.
7. Dans le même temps, nous nous devons aussi de reconnaître que notre Union a fait preuve d'une réelle capacité d'adaptation. Si, comme beaucoup d'autres au demeurant, elle n'a pas vu venir les soulèvements populaires en Afrique du Nord, elle a toutefois rapidement saisi leur portée historique et les promesses démocratiques dont elles étaient porteuses. Elle a su conforter son *leadership* dans la gestion des crises qui continuent d'affliger le continent, ainsi que l'illustrent, entre autres, les initiatives prises en ce qui concerne la Somalie, les relations entre le Soudan et le Soudan du Sud, et la lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur. Elle a su donner une traduction concrète à l'impératif de solidarité africaine, à travers l'organisation, en septembre dernier, d'une conférence d'annonces de contributions en faveur des victimes de la famine en Somalie et dans la Corne de l'Afrique.

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

8. Au moment où nous entamons une nouvelle étape dans notre marche vers une plus grande unité, vers le développement, vers une meilleure gouvernance démocratique, je relève la présence, parmi nous, du Président Salva Kiir Mayardit, dont le pays a accédé à l'indépendance le 9 juillet dernier. Nos vœux de succès accompagnent cette jeune nation. Je relève aussi la présence, pour la première fois, des Présidents Michael Sata de Zambie et Jorge Carlos Fonseca du Cap Vert, élus à l'issue de scrutins exemplaires. Je salue aussi la participation à ces assises du Dr. Moncef Marzouki, Président de la République Tunisienne, qui symbolise le combat pour la liberté dans son pays, et celle du Dr. Abdurrahim El Kieb, Premier Ministre de la Libye avec lequel j'ai eu, il y a de cela quelques jours à Tripoli, des entretiens prometteurs. Je voudrais signaler par ailleurs que comme convenu, la Libye a payé sa contribution de 2012 ainsi que tous ses arriérés qu'elle a trouvés.
9. Nos populations continuent de payer d'un prix élevé la poursuite de conflits en différents endroits du continent. Leur aspiration à la paix et leur combat pour une vie meilleure doivent continuer à inspirer notre action.
10. En Somalie, plusieurs de nos soldats, de jeunes Burundais et Ougandais, mais aussi Kenyans et Éthiopiens, œuvrant aux côtés de leurs frères somaliens, ont fait le sacrifice suprême au service de la paix et de la réconciliation. Je m'incline devant leur mémoire, tout comme devant celle de nos soldats de la paix qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mandat de protection des civils au Darfour.

11. Dans ce même registre, j'ai évidemment une pensée émue pour ceux de mes collègues de la Commission disparus depuis notre dernier Sommet. Je leur rends hommage pour leur engagement et leur dévouement à la cause panafricaine.
12. Je salue également la mémoire des dirigeants africains emportés récemment par le destin. Ma pensée va enfin à tous les Africains tombés en martyrs au service des causes du continent.
13. Je souhaite, à chacun ici présent, la bienvenue, à Addis Abéba. Je vous renouvelle les remerciements de la Commission et les miens propres pour l'appui que vous nous avez apporté tout au long de ces quatre années, pour vos encouragements et votre soutien. Nous avons pu compter sur votre disponibilité. J'adresse un salut tout particulier au Président de notre Union, SE Monsieur Téodoro Obiang Nguéma Mbasogo qui s'est acquitté de sa charge avec dévouement et efficacité. Je suis tout aussi reconnaissant aux chefs d'Etat qui ont servi dans les Comités *ad hoc* de haut niveau sur la Côte d'Ivoire et la Libye, avec une disponibilité et un sens du devoir remarquables.
14. Nous sommes heureux de vous accueillir dans ce nouveau complexe de conférence, ce joyau architectural gracieusement offert par la République populaire de Chine. Nous mesurons pleinement la portée de ce geste. Les relations entre l'Afrique et la Chine remontent loin, très loin dans l'histoire. Aujourd'hui, à la solidarité politique entre notre continent et ce grand pays qu'a toujours été la Chine, s'ajoute un partenariat économique qui se raffermi chaque jour davantage.

15. Qu'il me soit donc permis, au nom de la Commission et de votre auguste Assemblée, de saluer notre Invité d'honneur, M. Jia Qinglin, le Président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple. Je voudrais, à travers lui, exprimer notre gratitude et nos plus vifs remerciements au Président Hu Jin Tao, au Gouvernement et au peuple chinois, pour cette nouvelle illustration de leur engagement aux côtés de l'Afrique, de leur appui à l'UA. Grâce à la Chine, grâce aux travailleurs qui ont contribué à ce gigantesque chantier, l'Union africaine dispose aujourd'hui d'un Siège à la mesure de ses ambitions.

16. C'est aussi pour moi l'occasion de remercier chaleureusement notre pays hôte, l'Éthiopie, non seulement pour les dispositions prises pour que ces assises se déroulent dans des conditions idoines, mais aussi pour avoir, avec la Mairie d'Addis Abéba, offert le terrain sur lequel a été édifié le nouveau complexe de conférence.

17. Je me dois de préciser que le site de ce complexe a une histoire toute particulière. Comme l'a rappelé hier le Premier Ministre Melès Zenawi, ce terrain avait abrité entre 1935 et 2005, la prison centrale d'Addis Abéba, connue sous le nom d'*Alem Bekagn*, qui signifie «Adieu au monde». En 1936, il a été le théâtre principal du «Massacre de Graziani», perpétré contre l'élite éthiopienne par le Gouverneur qui représentait alors le régime fasciste de Mussolini, en représailles à un attentat contre sa personne. La prison a été la scène de l'exécution et de l'enterrement de soixante ministres du Gouvernement impérial, après la Révolution de 1974, avant d'être un lieu d'emprisonnement et d'exécution de milliers d'Éthiopiens pendant le régime du Derg. Lorsque les forces du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien ont pris le contrôle d'Addis Abéba, en 1991, elles ont ouvert les portes

de la prison. Le terrain a été transféré à l'Union africaine en 2005, pour élargir son siège.

18. À l'occasion du dixième anniversaire du Génocide au Rwanda, en avril 2004, il a été convenu qu'un monument pour les victimes de violations des droits humains serait érigé en ce lieu. Les efforts déployés à cette fin ont été intensifiés en 2010, dans le cadre de l'Année de la Paix et de la Sécurité en Afrique. Ce monument permettra d'entretenir le devoir de mémoire d'un passé tragique et douloureux, y compris les épisodes de l'esclavage, du colonialisme et de l'Apartheid, en même temps qu'il sera l'expression de notre engagement à prévenir la résurgence de tels actes et de tels méfaits.

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

19. La promotion de la paix et de la sécurité, ce préalable au développement, a continué à mobiliser l'attention de la Commission. Point n'est besoin de souligner la nécessité de doter notre Union des capacités institutionnelles requises pour faire face au fléau des conflits. Aussi avons-nous poursuivi l'action engagée en vue du parachèvement de la mise en place de l'Architecture continentale de paix et de sécurité. Indéniablement, des avancées significatives ont été enregistrées. En particulier, il me plait de relever le déploiement par la Brigade régionale de l'Afrique de l'Est d'officiers d'État-major auprès de notre Mission en Somalie, l'AMISOM. Il s'agit du tout premier déploiement d'éléments de la Force africaine en attente, qui atteindra sa pleine capacité

opérationnelle en 2015. Je félicite les pays de la région pour ce pas important et symbolique.

20. Parallèlement, la Commission n'a ménagé aucun effort pour aider au règlement des crises et conflits qui continuent d'affecter le continent et à la consolidation de la paix. Le Burundi, la République centrafricaine, les Comores, la République démocratique du Congo et le Liberia, malgré les difficultés et quelquefois les reculs, ont franchi des étapes décisives dans leur quête d'une paix durable. Le Soudan et le Soudan du Sud ont su gérer pacifiquement leur séparation après le référendum d'autodétermination de janvier 2010. La Côte d'Ivoire a tourné la page de la crise postélectorale, et, grâce à la détermination du Président Alassane Dramane Ouattara, a amorcé son processus de réconciliation et de relèvement socio-économique. Au Darfour, l'adoption du Document de Doha sur la paix dans cette région meurtrie a levé un vent d'espoir qu'il importe de concrétiser au plus vite. L'UA et sa Commission ont activement contribué à tous ces acquis, tout comme elles ont poursuivi leur accompagnement des transitions en cours en Égypte, en Libye et en Tunisie, dont l'aboutissement consolidera le mouvement démocratique en Afrique.

21. En Somalie, la force de soutien à la paix de l'UA a accompli, dans des conditions particulièrement difficiles, un travail dont toute l'Afrique doit être fière. Jamais les perspectives de paix n'ont parues aussi grandes en Somalie. Enfin, sous l'égide de l'UA, les pays affectés par les atrocités de la LRA ont lancé une initiative régionale destinée à en finir avec ce groupe terroriste et à mettre un terme au cauchemar des populations civiles affectées, notamment les femmes et les enfants.

22. Pour consolider les gains enregistrés, la Commission a intensifié ses efforts dans le domaine de la reconstruction et du développement post-conflit. En particulier, nous avons dépêché, dans les différents pays concernés, des missions d'évaluation des besoins pour ouvrir la voie au lancement d'une Initiative africaine de solidarité. Il s'agit d'une démarche novatrice visant à mobiliser, au sein du continent, une assistance multiforme en faveur des pays sortant de conflits. Il s'agit de faire en sorte que «l'Afrique aide l'Afrique». Cette Initiative sera formellement lancée par une conférence de solidarité à Lilongwe, en marge du prochain Sommet de notre Union.
23. Manifestement, plusieurs défis restent à relever. Il est urgent d'engager de nouveaux efforts pour trouver une solution au conflit du Sahara occidental, sur la base du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui; surmonter l'impasse dans le processus de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée; normaliser les relations entre Djibouti et l'Érythrée, à travers la mise en œuvre scrupuleuse et de bonne foi de l'Accord de juin 2010 conclu sous les auspices de l'État du Qatar.
24. De même, le Soudan et le Soudan du Sud, qui ont fait preuve d'un *leadership* exemplaire dans la conduite du processus référendaire, se doivent, dans l'intérêt suprême de leurs peuples, de conclure rapidement les négociations sur les aspects encore pendants des arrangements post-sécession. Les mesures unilatérales prises de part et d'autre, si elles ne sont pas immédiatement levées, risquent de remettre en cause le principe convenu de deux États viables, vivant en paix l'un à côté de l'autre et se soutenant mutuellement. Le Groupe de mise en œuvre de haut niveau, en coopération étroite avec l'IGAD et les partenaires internationaux, poursuivra son travail de facilitation.

25. La question de la sécurité dans la bande sahélo-saharienne et les retombées de la crise libyenne continuent d'être un sujet de grande préoccupation, surtout au regard de la prolifération d'armes de toutes sortes dans une région confrontée à de nombreux défis. Les attaques injustifiées et injustifiables menées récemment par des groupes armés au nord du Mali viennent, malheureusement, confirmer les craintes que nous avons les premiers exprimées. L'UA, en collaboration avec ses partenaires, continuera d'apporter son plein appui aux efforts que déploient les pays de la région pour faire face à cette nouvelle menace, ainsi qu'à la réinsertion socio-économique des travailleurs migrants qui ont dû quitter la Libye au moment du conflit dans ce pays.
26. Nous avons assisté, ces derniers mois, à une recrudescence du terrorisme, en particulier au Nigeria. Je saisis cette occasion pour réitérer la ferme condamnation par l'UA des attaques criminelles perpétrées par Boko Haram et d'autres groupes terroristes, ainsi que notre soutien à l'action du Gouvernement nigérian.
27. L'année 2012 a été proclamée Année des Valeurs Partagées. Centrées autour de la démocratie, de la bonne gouvernance et des Droits de l'Homme, celles-ci sont au fondement de notre Union. Les soulèvements populaires en Afrique du Nord sont venus souligner, si besoin était, la profondeur et la force des aspirations de nos peuples à la liberté, à la démocratie et à la bonne gouvernance.
28. Que des avancées aient été enregistrées ne fait guère de doute. Mais force aussi est de reconnaître qu'un long chemin reste encore à parcourir pour traduire pleinement dans les faits les engagements pris. Les violences et contestations qui

souvent marquent les compétitions électorales sont là pour nous le rappeler, hélas de manière parfois tragique.

29. Dans ce contexte, il me plaît d'informer la Conférence que nous avons récemment reçu le 15^{ème} instrument de ratification de la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, qui entrera donc en vigueur le 15 février prochain. J'exhorte, encore une fois, tous les États qui ne l'ont pas encore fait à prendre sans délai les mesures requises pour devenir parties à cet instrument.

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

30. En juin dernier à Malabo, j'avais relevé, pour m'en réjouir, que l'Afrique était sur une trajectoire économique ascendante. Malgré une conjoncture internationale difficile, la croissance sur le continent est restée robuste pour l'année 2011, atteignant en moyenne 5 à 6 %. Plusieurs pays ont dépassé ce chiffre, certains même approchant ou réalisant des taux de croissance à deux chiffres.
31. Beaucoup d'autres éléments peuvent être mis en avant pour fonder notre optimisme quant à l'avenir économique de notre continent, qu'ils se rapportent à la réduction des déficits et de l'inflation, à l'accroissement de la productivité, à l'émergence, toutes proportions gardées évidemment, d'une classe moyenne, ainsi qu'à l'apparition d'une génération d'hommes et de femmes d'affaires portés sur l'investissement productif, créateur d'emplois et de richesses. Nombre d'observateurs estiment que l'Afrique est à la veille d'un

décollage économique, à l'instar de la Chine et de l'Inde, il y a quelques décennies.

32. Que l'hebdomadaire '*The Economist*', qui, il y a environ une décennie, qualifiait, en couverture, l'Afrique de '*Hopeless continent*' (le continent sans espoir), ait, au début du mois de décembre 2011, fait sa '*Une*' avec un retentissant '*Africa Rising*' (l'Afrique est en essor) en dit long sur le chemin parcouru et les changements intervenus. Que ce journal ait regretté la vision pessimiste qu'il avait de l'Afrique est même plus significatif.
33. Ce changement de fortune, nous le devons certes à nos exportations de matières premières. Mais nous le devons aussi, et surtout, aux initiatives que nous avons engagées pour promouvoir la bonne gouvernance, tant politique qu'économique, à la réduction des conflits, à l'accroissement de la demande intérieure et à l'amélioration du climat des affaires.
34. Toutefois, nous ne sommes qu'au début de l'entreprise visant à faire de notre continent un acteur économique à part entière, à la hauteur de ses immenses ressources. L'Afrique reste encore un continent sous-développé, avec des niveaux de pauvreté très élevés. D'où la nécessité de persévérer dans nos efforts.
35. Il importe, dans ce cadre, de continuer à investir dans les infrastructures. Je me réjouis de l'adoption prévue au cours de la présente session de la Conférence de l'Union du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), lancé à Kampala en juillet 2010, dont la Commission vient de finaliser la formulation avec l'appui du NEPAD, ainsi que de la BAD et de la CEA.

36. Il importe d'accélérer l'intégration économique du continent. L'arrangement tripartite conclu entre la Communauté de l'Afrique de l'Est, le COMESA et la SADC, en vue de la création d'une zone de libre-échange doit être soutenu et émulé ailleurs. Je fais mienne la recommandation des Ministres africains de l'Intégration, en vue de la constitution d'un deuxième bloc qui regrouperait la CEEAC, la CEDEAO et l'UMA. Dans ce contexte, le thème du présent Sommet – Promouvoir le commerce interafricain – revêt une importance toute particulière. L'Afrique ne commerce pas suffisamment avec elle-même, alors même que l'accroissement des échanges interafricains jetterait les bases d'une croissance économique plus forte et plus durable.
37. Il importe de poursuivre et d'amplifier l'action engagée pour que l'Afrique atteigne l'autosuffisance alimentaire. Je note ici avec satisfaction le succès croissant rencontré par le Programme détaillé de l'UA pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP).
38. Il importe de renforcer nos capacités en termes de ressources humaines. C'est dans ce contexte que s'inscrit le lancement, par la Commission, en décembre 2011, de l'Université panafricaine. Celle-ci a comme vocation première la formation d'hommes et de femmes hautement qualifiés, ainsi que la production de connaissances de pointe, à travers la recherche-innovation.
39. Il importe de redoubler d'efforts pour améliorer le bien-être de nos populations, y compris sur le plan sanitaire. À cet égard, nous devons continuer à prêter une attention particulière à la réduction de la mortalité maternelle, avec la poursuite de la

mise en œuvre du Programme CARMMA lancé en mai 2009, ainsi qu'à la lutte contre les grandes endémies.

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

40. L'Afrique aborde ce début de XXI^{ème} siècle avec de sérieux atouts : des ressources naturelles immenses et variées; un environnement sécuritaire en amélioration constante; une gouvernance démocratique qui se consolide, malgré les formidables défis qui restent à surmonter; une croissance économique qui s'inscrit maintenant dans la durée, soutenue qu'elle est par des facteurs endogènes; une population jeune dont le talent ne demande qu'à éclore et à s'épanouir, dans l'innovation scientifique et technologique, les sports, l'art et la musique.
41. Mais ces atouts ne pourront être de puissants leviers pour transformer, radicalement et dans le sens voulu, le continent qu'à la condition que nous renforçons notre unité et notre capacité d'action.
42. Nous avons besoin d'une Union plus forte, capable de promouvoir notre Vision et de la traduire en actions concrètes. Je ne soulignerais jamais assez l'urgence et l'impératif que revêt la mise à la disposition de l'UA de ressources propres, substantielles et prévisibles. Pour être à la hauteur des ambitions qui lui ont été assignées et s'approprier pleinement ses initiatives, notre Union ne peut continuer, pour la conduite de ses programmes, de dépendre pour l'essentiel des ressources extrabudgétaires fournies par les partenaires

internationaux. Un Comité de haut niveau sous la direction du Président Obasanjo été mis en place pour soumettre des recommandations sur la question. Je forme l'espoir que les mesures qu'appelle la situation seront rapidement prises. Je saisis cette occasion pour remercier nos partenaires internationaux pour leurs généreuses contributions aux efforts de notre Union.

43. Nous avons besoin d'une Union encore plus proactive dans la promotion de la paix, avec un accent tout particulier sur la prévention des conflits. Le moment est venu de placer la prévention au cœur de notre action, comme du reste nous y appelle le Protocole sur le Conseil de paix et de sécurité et les autres instruments pertinents de l'UA.
44. Nous avons besoin d'une Union qui porte plus haut, plus loin, l'étendard de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits humains, dans le prolongement naturel du combat des Pères fondateurs pour l'indépendance et la dignité.
45. Nous avons besoin d'une Union qui imprime un rythme beaucoup plus soutenu au processus d'intégration économique, au niveau régional et continental, comme étape nécessaire pour réaliser l'unité politique à laquelle aspire tant notre continent. Il s'agira notamment ici de travailler à la création de blocs plus larges, ainsi qu'à la promotion et à la matérialisation de la libre circulation des biens et des personnes sur l'ensemble du continent.
46. Nous avons besoin d'une Union qui fait toute leur place aux femmes et aux jeunes. Le déroulement, au Gabon et en Guinée Equatoriale, au moment même où nous nous réunissons ici, de la 20^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des

Nations, est l'occasion pour moi de saluer tous ceux qui concourent au succès de cette fête de la jeunesse africaine.

47. Nous avons besoin d'une Union dans laquelle toutes les Africaines et tous les Africains se reconnaissent, parce que prenant effectivement en charge leurs aspirations, parce qu'agissant au plus près de leurs préoccupations. Nous avons besoin d'une Union qui conforte notre capacité collective à relever les défis de l'heure et renforce notre foi en l'avenir.

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

48. Je ne saurais conclure sans évoquer la question de notre capacité à promouvoir effectivement les positions de notre Union et les intérêts de l'Afrique sur la scène internationale. De toute évidence, des progrès ont été réalisés sur ce plan. J'en veux pour preuve la coordination de la participation africaine aux discussions sur le changement climatique. Je saisis cette occasion pour remercier le Premier Ministre Meles Zenawi, Négociateur en chef de l'Union africaine, pour son *leadership*, ainsi que l'Afrique du Sud, pour l'organisation réussie de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, après celle de la Coupe du monde de Football 2010, la première du genre sur le sol africain. J'en veux aussi pour preuve la participation de l'UA aux réunions du G8 et du G20.

49. D'une façon plus générale, l'UA a réussi, ces dernières années, à tisser un réseau de partenariats avec des acteurs clés de la communauté internationale. Qu'il suffise de

mentionner ici le Forum de Coopération Afrique-Chine, dont la Commission est devenue membre à part entière, du TICAD, que nous co-organisons maintenant avec le Japon, et du partenariat stratégique avec l'Union européenne et l'Amérique du Sud, ainsi que les relations étroites nouées avec les États unis d'Amérique, la Corée du Sud, l'Inde et la Turquie.

50. Ces progrès ne doivent toutefois pas nous faire perdre de vue l'immensité des défis qui restent à relever pour faire effectivement entendre la voix de l'Afrique et assurer la prise en compte de ses vues et de ses intérêts. De ce point de vue, nous nous devons de tirer les leçons des difficultés qu'a connues tout au long de l'année dernière notre partenariat avec les Nations unies dans le domaine de la paix et de la sécurité. C'est dans ce contexte que j'ai soumis au Conseil de paix et de sécurité de l'UA un rapport sur notre vision stratégique du partenariat avec les Nations unies, fondé sur une lecture novatrice du Chapitre VIII de la Charte des Nations unies. Je félicite le Président Jacob Zuma pour avoir présidé, le 12 janvier 2012, la réunion du Conseil de sécurité consacrée à cette question, à laquelle nous devons continuer de prêter une attention soutenue.

51. Il y a un peu plus de deux ans, dans la Déclaration qui concluait votre session spéciale sur l'examen et le règlement des conflits en Afrique, vous souligniez votre détermination à faire en sorte que nos partenariats avec le reste de la communauté internationale soient entièrement fondés sur le *leadership* de l'Afrique, parce que, affirmiez-vous à raison, sans un tel *leadership*, il n'y aura ni appropriation ni viabilité; parce que nous sommes les mieux placés pour comprendre les défis auxquels nous sommes confrontés, identifier les solutions appropriées et les moyens pour y arriver; et parce que, en dernière instance, ces problèmes sont les nôtres et nous

sommes ceux qui en subissent directement les conséquences. Cette affirmation reste plus actuelle que jamais.

52. Fondamentalement, et ainsi que l'a souligné un universitaire africain, les événements de l'année dernière mettent en relief la nécessité de renforcer nos capacités de prévention des conflits et d'accélérer la transformation démocratique de notre continent. L'objectif, ce faisant, est de mettre le continent à l'abri des situations dans lesquelles les étrangers arbitrent des conflits internes à nos Etats. À cet égard, il me plaît de noter que, faisant suite à la demande du Conseil de paix et de sécurité, le Groupe des Sages de l'UA a entrepris une réflexion sur les voies et moyens de renforcer la gouvernance démocratique sur le continent sur la base des enseignements tirés des soulèvements populaires en Afrique du Nord.

53. Forts de cette conviction, agissons ensemble pour mettre le milliard d'Africaines et d'Africains que nous sommes à l'abri de la peur et à l'abri du besoin.

54. Je vous remercie.